

**Conférence régionale de la Commission économique pour l'Europe sur la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) + 25**

Intervention de la France

Genève, 01 octobre 2018

*La version prononcée fait foi.*

Madame la Présidente, Madame la Secrétaire exécutive, Monsieur le Directeur exécutif adjoint,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord, Madame la Secrétaire exécutive et Monsieur le Directeur exécutif adjoint, de vous remercier, ainsi que l'ensemble de vos équipes, pour les travaux menés dans le cadre de la préparation du rapport d'étape sur la mise en œuvre du programme d'action du Caire.

**Il y a 25 ans, les Etats membres des Nations unies adoptaient un texte holistique sur les droits humains et le développement**, qui continue de guider les politiques publiques afin d'assurer un développement durable à toutes et à tous, prenant en compte les défis posés par les évolutions démographiques.

**Le monde a connu des évolutions considérables ces 25 dernières années, et de nombreux progrès ont été accomplis sur l'ensemble des piliers du programme d'action du Caire.** Le rapport régional met en lumière les défis qu'il nous reste à relever, qu'il s'agisse de migrations, de vieillissement des populations, de lutte contre les discriminations.

Permettre à toutes et à tous de décider, d'agir et de construire les vies qu'ils ou elles méritent et les familles qu'ils ou elles désirent est une étape essentielle à la réalisation des Objectifs du Développement Durable.

**L'égalité entre les femmes et les hommes est un impératif éthique et politique, c'est aussi un facteur d'efficacité des politiques que la France place en priorité dans ses politiques nationales et dans son action extérieure.**

**Le Président de la République a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause du quinquennat.** Il s'agit d'un enjeu crucial alors que les droits des femmes sont remis en cause de manière quotidienne partout dans le monde.

Cette égalité doit être assurée tout au long de la vie par l'intermédiaire d'une politique sociale sensible au genre. En France, cela commence par une éducation au respect d'autrui, à l'égalité et à la sexualité afin de favoriser des comportements responsables dès le plus jeune âge.

Nos dispositifs visent à garantir le libre choix des individus en matière de santé reproductive. Le gouvernement français met en œuvre ce principe fondamental à travers le renforcement de l'accès aux services, aux produits, à l'information.

Nous avons choisi de généraliser le remboursement des contraceptifs et la prise en charge à 100% des Interruptions Volontaires de Grossesses, mais aussi la prise en charge gratuite et anonyme de l'accès aux centres de dépistages aux IST et au VIH/SIDA. Les mineures bénéficient de la gratuité des contraceptifs, y compris de la contraception d'urgence, accessibles de façon anonyme.

Afin de lutter contre les violences sexuelles et sexistes, le Parlement a adopté une nouvelle loi en août dernier. Elle constitue une avancée puisqu'elle protège mieux les enfants, renforce la protection des victimes de violence et améliore la prévention et la répression du cyberharcèlement et du harcèlement de rue.

Madame la Présidente,

Le plus grand défi de nos sociétés contemporaines est de parvenir à garantir le libre choix des individus dans leur vie familiale et privée en maintenant notre capacité à assurer leur sécurité économique et sociale.

Les modes de vies familiaux ont connu de nombreux changements durant ces dernières décennies en France, en Europe et dans le monde. Nos politiques sociales doivent s'adapter en conséquence afin de garantir les droits fondamentaux à l'égalité, à la sécurité et à la dignité, et répondre à un objectif de parité et d'égalité sociale.

C'est pourquoi, la France a développé dans le cadre de sa politique familiale des mécanismes qui permettent une meilleure articulation des temps privés et professionnels.

En France, une famille sur cinq est monoparentale, gérée par la mère dans plus de neuf cas sur dix, et près de 35% de ces familles vivent sous le seuil de pauvreté. Le gouvernement vient de lancer une enquête sur les familles monoparentales afin de faire évoluer les dispositifs de soutien et agir pour une meilleure inclusion sociale.

**Sur le plan international, la France a l'ambition de mener une diplomatie étrangère féministe**, et a fait le choix de mettre au cœur de son action extérieure l'égalité entre les femmes et les hommes, et ce au-delà du seul cadre du développement.

La France, qui présidera le G7 en 2019, renouvellera le Conseil Consultatif sur l'Egalité des sexes. Les questions d'égalité femmes-hommes seront traitées de manière transversale durant les échéances du G7 l'an prochain.

Nous avons également fait le choix d'augmenter notre aide publique au développement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, avec pour objectif d'atteindre, en 2022, 50% de l'APD bilatérale (en volume) dédiée à des projets ciblant l'égalité entre les femmes et les hommes, en particulier en faveur de l'emploi et de l'accès aux services essentiels, à la protection des filles et des femmes ou encore à l'accès au leadership politique et économique.

En termes de plaidoyer, nous poursuivrons un dialogue politique exigeant avec nos partenaires. La France défend fermement l'universalisme des droits des femmes, dont la protection est essentielle à des sociétés plus équitables.

Afin de porter cet engagement au plus haut niveau, **le Président de la République a nommé la Secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les Femmes et les Hommes, Marlène Schiappa, championne du mouvement SheDecides, qui plaide pour l'accès universel aux droits sexuels et reproductifs.**

Pour conclure, je souhaite réaffirmer l'engagement de la France pour la mise en œuvre du programme d'action du Caire. Les droits relatifs à la santé sexuelle et reproductive doivent être garantis au sein des législations nationales.

La France est déterminée à inscrire l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes ses dimensions au cœur de l'agenda du développement futur.

Je vous remercie.